

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

*paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville*

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO .....	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER .....	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

- Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).  
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".  
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte.      □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg  
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**  
et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

### SOMMAIRE

- **Loi n° 10-2015 du 5 août 2015 portant loi de finances  
rectificative pour l'année 2015..... 3**
- **Annexe explicative des dispositions de la loi de finances  
rectificative pour l'année 2015..... 37**

Toute retenue erronée dûment constatée par les services de l'administration fiscale au vu d'un dossier fourni par le contribuable donne droit à un crédit d'impôt à imputer sur les retenues futures.

Pour la taxe d'occupation des locaux à usage professionnel, la taxe est exigible au plus tard le 20 février de chaque année.

Pour les occupations en cours d'année, la taxe est exigible au plus tard trois mois après la date d'entrée ou d'occupation du local.

## **SECTION 7 : TAXE SUR LES TRANSFERTS DES FONDS (loi n° 33-2003 du 30 décembre 2003 portant loi de finances pour l'année 2004)**

### **Article 6 :**

Le taux de la taxe est de 1,5 %.

## **CHAPITRE 5 : DE LA MODIFICATION DES DISPOSITIONS PARAFISCALES**

**Article neuvième :** Les dispositions relatives à la parafiscalité prévues aux articles septième et neuvième de la loi n° 8-2012 du 11 mai 2012 portant loi de finances rectificative pour l'année 2012, rendant gratuite la délivrance de certains documents et actes administratifs et supprimant les droits perçus à ce titre par les administrations publiques, sont modifiées ainsi qu'il suit :

**Article septième nouveau :** A l'exception des droits de délivrance du passeport, les droits et taxes perçus par les administrations publiques, qui ne sont institués ni par la loi, ni par un règlement de la CEMAC, ni par un traité, sont supprimés.

**Article huitième :** Sans changement.

**Article neuvième nouveau :** A l'exception des droits de délivrance du passeport, les droits perçus au titre de la délivrance de certains actes administratifs sont supprimés.

Sont délivrés gratuitement :

- 1- tous les actes et documents d'état civil, notamment, l'acte de naissance, l'acte de décès, l'autorisation de transfert de corps, la carte nationale d'identité, les copies et extraits d'acte de naissance, et l'acte de mariage civil ;

1 à 7. : Sans changement.

## **TITRE IV : DES DISPOSITIONS NOUVELLES FISCALES ET DIVERSES**

### **CHAPITRE 6 : DES DISPOSITIONS NOUVELLES RELATIVES A LA FISCALITE**

#### **SECTION 1 : INSTITUTION DE LA TAXE SUR LE TRAFIC OFF-NET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

**Article dixième :** Il est institué en République du Congo une taxe dénommée taxe sur le trafic off-net des communications électroniques.

1- La taxe sur le trafic off-net est à la charge des opérateurs de téléphonie mobile. La taxe est affectée au budget de l'Etat.

2- La taxe s'applique :

- aux appels par la voix sortant d'un opérateur national vers un autre opérateur national ;
- aux messages écrits (sms) partant d'un opérateur national vers un autre opérateur.

3- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 10 FCFA par minute ou fraction de minute d'appel par la voix ;
- 1 FCFA par message envoyé.

Imprimé dans les ateliers  
de l'imprimerie du Journal officiel  
B.P.: 2087 Brazzaville